

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

AILRC-FR

Index AI : EUR 44/004/2011

29 avril 2011

Amnesty International lance une campagne mondiale en faveur des droits des travailleurs en Turquie

Le gouvernement turc ne protège pas les droits des travailleurs, a déclaré Amnesty International vendredi 29 avril lors du lancement d'une campagne mondiale en faveur des droits des travailleurs en Turquie, à la veille du 1^{er} mai.

Alors que le gouvernement s'est engagé à faire appliquer les normes internationales du travail, les droits des travailleurs ne sont toujours pas respectés en droit ni dans la pratique. Aussi Amnesty International a-t-elle décidé d'unir ses forces aux syndicats turcs pour réclamer la pleine réalisation des droits des travailleurs.

Des dizaines de milliers de cartes postales de protestation sont distribuées dans le monde entier. Des défenseurs des droits humains d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, des États-Unis, de France, du Royaume-Uni, de Suisse et de Turquie prendront notamment part à cette campagne. Les cartes postales signées seront remises au nouveau ministre turc du Travail dans le courant de l'année, après les élections parlementaires prévues en Turquie.

Les syndicats et les fédérations en Turquie soutiennent cette initiative : 100 000 cartes sont distribuées par les syndicats turcs.

En dépit des modifications apportées à la Constitution en 2010, Amnesty International demeure vivement préoccupée par l'incapacité durable des autorités turques à garantir que la législation du travail – dont une partie date de la période du régime militaire en Turquie – garantisse les droits fondamentaux des travailleurs.

Le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, le droit de négocier collectivement et de faire grève sont des droits humains universels dont jouissent les travailleurs de tous les pays du globe, y compris les travailleurs des secteurs public et privé en Turquie.

Les militants d'Amnesty International du monde entier mèneront des actions pour soutenir les travailleurs en Turquie et inviter les autorités à garantir leurs droits fondamentaux.

FIN